

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 01 février 2010

DÉLIBÉRATION n°2010-003

Nombre de membres au Conseil municipal :	29
en exercice :	29
qui ont pris part à la délibération :	27
Date de convocation :	26 janvier 2010

L'an deux mille dix, le 01 février à 19h00, le Conseil municipal s'est réuni en séance publique à la mairie de Saint-Martin-le-Vinoux salle du Conseil municipal, sous la présidence du Maire Yannik OLLIVIER.

Présents : Yannik OLLIVIER, Maurice RAGOT, Luc MOREAU, Catherine LE BAS, Joaquin TORRES, Pierre TERRAES, Yves PICHON, Mireille PERINEL, Angèle ABBATTISTA, Hervé POTHIER-DENIS, Gérard GROSSE, Annick GAILLARD, Frédéric CALVO, Christine TULIPE, Michelle LAPRESA, Patricia OBEID, Christian GROS, Stéphanie COLPIN, Isabelle GULGLIELMO, Chantal BREBION, André CONVERT, François TOURATIER, Florence LOMBARD, Jean-Marc BRUEL.

Excusé(e)s : M Jérôme MAGNIN qui a donné pouvoir à M Luc MOREAU, Melle FAUCON BIGUET Sophie qui a donné pouvoir à Mme GAILLARD Annick, M François TOURATIER qui a donné pouvoir à M Jean-Marc BRUEL.

Absent(e)s : Mme Houria LATRECHE , M Kamel BOUZERARA,

Conformément à la loi du 5 avril 1884, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil. Mme Catherine LE BAS a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Rapporteur : Mireille PERINEL

**Objet : FINANCES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME et
AUTORISATIONS d'ENGAGEMENT – CREDITS DE PAIEMENT**

Mme PERINEL informe les membres présents que la réforme de la M14 permet désormais de recourir à la pluriannualité afin de planifier l'impact de leur engagement sur plusieurs exercices.

En investissement les AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP) sont déclinées en CREDITS DE PAIEMENT (CP) prévoyant le montant des dépenses sur plusieurs exercices en cas de travaux longs et permettant ainsi de mieux cerner les besoins de financement.

En fonctionnement les AUTORISATIONS d'ENGAGEMENT (AE) sont également déclinées en CREDITS DE PAIEMENT (CP).

Les dépenses de fonctionnement concernées sont celles résultant de conventions, délibérations ou décisions engageant la collectivité au-delà d'un exercice budgétaire, dans le cadre de l'exercice de ses compétences, à verser une subvention, une participation ou une rémunération à un tiers à l'exclusion des frais de personnel et des subventions aux organismes de droit privé.

Le recours au AE permet un engagement juridique avec un partenaire sans pour autant prévoir la totalité des opérations dès le 1^{er} exercice.

Le vote des AE/AP est clairement déconnecté du débat d'orientation budgétaire et même du vote du budget, puisqu'une AP ou AE pourra être valablement votée postérieurement au vote du budget, inscrivant ainsi la politique de programmation pluriannuelle.

Mme PERINEL précise qu'un état annexe aux budgets et comptes administratifs permettra de suivre ces engagements pluriannuels.

Mme PERINEL propose pour 2010, de définir des autorisations de programmes et crédits de paiement sur les plus grosses opérations d'investissement.

Il propose les AP/CP décrits dans le tableau ci-dessous :

N°AP	nom	CP 2010 en €	CP 2011 en €	CP 2012 en €
002	Pique Pierre 1037	12.000		
004	Gymnase Cantine 1017	2.000.000	0	0
005	Groupe Bergonzoli 1038	300.000	500.000	2.000.000
006	Place Pasteur 1039	51.000	172.755	0
007	Rue du 26 Mai 1944 1040	125.000	300.075	0
008	Parc Bergonzoli 1041	300.000	0	1.000.000
010	Place PM France 1043	30.000	59.800	239.200
012	Création Rue des écoles 1045	293.958	101.000	0

Le rapporteur entendu,

le Conseil municipal, après avoir délibéré,

- ADOPTE LES AP/CP décrits ci-dessus

VOTE: POUR : MAJORITE (21)

CONTRE (5 : Mmes et MM CONVERT, TOURATIER, BRUEL, LOMBARD et BLANCHARD)

Pour extrait certifié conforme
au registre des délibérations,
le 2 février 2010

Acte certifié exécutoire depuis son
dépôt à la préfecture et sa publication

Le Maire

Yannik OLLIVIER